Mes chers Concitoyens,

Je ne trouverais point de mots pour vous exprimer ma joie de l'accueil qui m'est fait au pays natal, pour vous dire à quel point je suis touché des manifestations trop flatteuses de votre amitié. Si la faiblesse de mes propres mérites ne m'est que trop connue, je ne vous en suis que plus reconnaissant de vouloir bien me juger sur ma bonne volonté.

Je viens d'entendre de belles et fortes harangues. Vous me permettrez, mes chers collègues du Parlement, Monsieur le Maire et Monsieur le Préfet, de ne point rivaliser d'éloquence. N'attendez point de moi quelqu'un de ces discours-programmes où défilent en belle ordonnance de procession tous les problèmes du jour. Le Gouvernement, que préside avec tant de simplicité, de dignité, notre ancien chef et ami, M. Sarrien, s'est expliqué sur ces projets. Prochainement, il s'expliquera de nouveau dans les Chambres. On est dans le Parlement pour délibérer, on est au Gouvernement pour agir. C'est pour l'action que je viens parmi vous, dans l'unique pensée d'apporter l'encouragement d'un des leurs aux républicains de Vendée. Et pour tout dire si je me propose d'apporter ici l'encouragement, je viens en même temps l'y chercher dans la constatation de l'accord de tous les républicains depuis les rives méditerranéennes de la République jusqu'aux extrêmes côtes françaises de l'Océan, du Var à la Vendée.

L'accord des Républicains.

Cet accord nécessaire, cette collaboration de tous les républicains pour l'achèvement de la grande construction de droit, conçue et commencée par nos aïeux de la Révolution française, voilà ce que je viens solliciter de vous.

Avec le salut du Gouvernement républicain à la Vendée républicaine, je vous apporte la ferme et loyale proposition de travailler tous d'un même effort à l'établissement définitif du régime de droit, c'est-à-dire de liberté politique et de justice sociale qui, seule, pourra fonder parmi nous la grande paix de la République française. En cette simple formule, se trouve contenu, en effet, tout le programme du gouvernement républicain : paix extérieure dans l'indépendance, dans la dignité, paix intérieure dans les garanties du droit de chacun, paix à tous les hommes de bonne volonté.

Ne vous semble-t-il pas que c'est bien en Vendée, dans l'ancienne Vendée des paysans réfractaires aux idées de la Révolution française, dans la Vendée pour une si grande part déjà républicanisée, qu'il convient de répéter aujourd'hui, à ceux qui les nient contre l'évidence, que notre but est de paix, que nos procédés de gouvernement sont de justice et de liberté.

C'est bien nous, les républicains, n'est-il pas vrai, qui avons revendiqué, qui avons conquis contre l'église romaine la liberté de conscience que Grégoire XVI appelait un « délire » ? C'est bien nous, dont les anciens, ici même, ont souffert, lutté pour nous assurer la plus précieuse conquête de l'humanité, le droit de penser librement.

La Guerre des Chouans.

Qui mieux que vous, hommes de la terre vendéenne, peut savoir de quel prix fut payé dans ces temps légendaires, dont notre enfance a recueilli les sanglants récits de la bouche même des derniers témoins, notre droit imprescriptible de penser, de croire, de vivre paisiblement, selon la direction de notre conscience. Ils disent une terrible histoire, nos chemins creux bordés de chênes centenaires qui virent passer les héroïques Bleus du drapeau tricolore, les Mayençais revenant du Rhin glorieux, pour aller tomber sous les balles françaises dans les fourrés de Torfou. Vous, dont les aïeux furent, comme les miens en cette affreuse bataille, les bons soldats de la France nouvelle, vous savez bien que ce sang généreux ne fut pas versé vainement.

Les enfants ont repris l'œuvre interrompue et voici les Bleus, debout, au cœur de l'ancienne terre des chouans, pour offrir aux frères égarés, non plus je ne sais quelles parcelles de privilèges, mais les pleines garanties pour le droit, tout le droit de chacun. C'est la grande victoire républicaine qui n'est la défaite de personne où, tous avec honneur, vivent et doivent se réconcilier, car c'est aux soldats des deux camps que je m'adresse aujourd'hui, aux chouans ainsi que nous disons toujours, tout comme aux champions de la Révolution française.

Le dernier Chouan.

Au dernier chouan, je viens dire : la lutte dont tu fus le soldat, s'est étendue bien au-delà de ton Bocage et de ton Marais. Ce ne fut qu'un moment de combat éternel pour la libération de l'Homme et tu peux découvrir aujourd'hui que la bataille n'a pas cessé depuis que tu as déposé les armes. Partout elle continue, en France comme ailleurs, non plus nécessairement à coups de fusil, mais à coups de pensées, par le livre, par la parole, par la leçon. Le combat n'est plus aux chemins creux, il est à l'école. Homme des générations anciennes, ne t'arrête pas aux parti pris, aux préjugés d'autrefois. Interroge bravement les faits, juge sur nous nos actes, regarde ce pays qui se couvre d'écoles, d'asiles pour les souffrants de la terre. La loi républicaine t'a donné la liberté, qu'aucune monarchie n'avait pu concéder au peuple français en de longs siècles d'histoire. Le législateur républicain, l'administration républicaine, sont tout aux préoccupations d'assainissement, d'hygiène publique, d'assistance sociale, recherchant toutes les mesures qui peuvent rendre la vie meilleure, au premier rang les devoirs de solidarité, partout les ligues des particuliers et des représentants du pouvoir contre tous les fléaux. Déjà se prépare l'assurance contre la vieillesse, contre la maladie, contre toutes les formes de la misère. Et pour commencer, au premier rang de nos occupations actuelles, le problème d'une plus juste répartition des charges publiques, qui doivent être désormais proportionnées aux forces de chacun. Compare avec l'abjection des anciens temps et prononce pour toi-même et pour ta postérité.

Les Fils du Chouan.

Ce dernier chouan, amis, je l'ai vu, je l'ai rencontré dans les courses vagabondes de ma jeunesse, où j'apportais à son foyer les premiers essais de mon jeune talent de guérisseur. J'ai causé familièrement avec lui, parfois même j'ai vainement entrepris de faire le siège de son esprit fermé, toujours me heurtant à son redoutable silence. Mais aussi, j'ai vu grandir ses enfants, j'ai vu leurs préjugés tenaces se fondre aux premiers enseignements de la société nouvelle, et tandis qu'à cette heure, ils suivent, front courbé sur le soc, le pénible sillon de leurs bœufs dans la terre rebelle de notre Bocage, qu'ils relèvent la tête et vous verrez luire en leurs yeux, grâce à nos incessants efforts, l'espérance d'un avenir meilleur, la joie d'un avenir prochain dont ils seront eux-mêmes, grâce aux bienfaits de la démocratie républicaine, les artisans glorieux. Et moi, qui les ai suivis si souvent, moi, qui à leurs côtés, piquait jadis d'un aiguillon cruel les bonnes épaules de « Tête-Large » et de « Farinet », moi, qui suis de leur terre, moi, qui sais quels trésors d'endurance, d'énergie, de vaillance, se cachent en ces âmes, moi, qui ne les ai quitté que pour travailler à leur affranchissement, moi qui achèverai parmi eux mes derniers jours, moi qui les aime, moi qui peut témoigner de leurs aspirations, de leurs pensées, quel intérêt pourrais-je avoir qui ne fût pas le leur ? Comment n'aurais-je pas le droit d'espérer en eux, de venir leur crier que nous les attendons pour le plus grand effort de rénovation sous le drapeau tricolore, qui ne fut pas celui de leurs pères et qu'ils peuvent, et qu'ils doivent venir à nous sans humiliation d'apostasie, puisque la réconciliation a pour condition première le droit égal de tous les Français ?

Les Vendéens.

Et qui me contestera le droit de parler ainsi ? J'ai vu quelque chose du monde. Aucun spectacle des contrées et des hommes, aucune grâce de la terre, aucune splendeur du ciel, aucun champ de la plus grande histoire n'a pu mordre en mon cœur sur l'amour du pays natal. Le charme m'avait pris, le charme m'a gardé. Plaine, Marais, Bocage, je suis resté fidèle à notre bonne terre. Comment aurais-je cessé d'aimer notre plaine mouvementée, où moutonnent dans l'aveuglante lumière les grandes vagues des moissons fauves ; notre Marais tout d'herbes, d'oiseaux sauvages, de troupeaux envasés, où le bâton sauteur me lançait par dessus les perfides canaux dont plus d'une fois, contre mon gré, j'ai exploré les profondeurs ; notre Bocage enfin, notre Bocage de granit avec ses ravins, ses eaux, ses douces vallées isolées du monde que domine la montagne des Alouettes, d'où se découvrent les tours de Nantes et les feux de La Rochelle et de Ré ? Cette terre est la nôtre, nos anciens y dorment en paix, nous y avons vécu, nous y dormirons tous après la bonne tâche accomplie. Nôtres aussi les sentiments, les idées, les volontés non plus seulement de la grande tourmente révolutionnaire, mais des générations qui se sont succédées sur notre sol, en pleine communication avec les sentiments, les idées, les volontés de l'ensemble desquels est sortie la France d'aujourd'hui. Nous sommes vendéens, mais nous sommes de la France qui s'est faite avec le concours de vos bras, de vos cerveaux, de vos cœurs. Nous ne fûmes pas tous hier de la France républicaine, nous prétendons que chacun de nous en soit aujourd'hui. Sans doute nous voulons garder la France, toute la France, mais nous voulons aussi garder tous les traits d'une individualité régionale qui nous est chère, nos traditions, nos mœurs, nos habitudes de penser et de

faire qui ne s'opposent pas, comme on le croit trop souvent, à l'évolution des idées. Toutes les belles qualités qui font l'originalité de votre caractère, je n'aurai garde de les revendiquer pour moi-même, mais comment nier que je dois à certaines tendances du caractère vendéen, le meilleur des inimitiés que j'ai pu recueillir sur mon chemin : l'instinct d'indépendance, la liberté de la critique, l'obstination têtue, la combativité ? Ceux qui vous en font grief de ces vertus déplaisantes pour les oppresseurs de tous noms, ignorent peut-être que, grâce à notre humeur combative, nous sommes, avec nos cousins bretons, le dernier bataillon carré des Celtes, des Gaulois faisant front à la fois contre les milices de Rome et contre les hordes de la Germanie, souvent défaits, jamais soumis, nous reposant dans la lutte contre l'envahisseur de la mer ainsi que l'attestent tous les monuments de la côte. C'est sur notre terre qu'est venue s'arrêter l'invasion des Maures. Notre vie fut de luttes contre l'envahisseur. Il n'y a pas de meilleurs Français que nous, et ce que les ignorants dénomment notre patois, qu'est-ce donc, sinon la belle jeunesse de la robuste et féconde langue d'oïl, la langue libératrice de notre Rabelais ? Armorique et Vendée, nous sommes le plus pur sang des Gaules, les fils de ceux qui n'ont pas capitulé devant César ?

Le Malentendu.

Le malentendu, il y a cent ans, nous jeta les uns contre les autres, nous isola des mouvements de la grande patrie. Malentendu de mots, plutôt que de pensées profondes. C'est l'histoire même d'aujourd'hui.

Notre paysan muet, prompt de corps et de méditation lente, d'un idéalisme étroit peut-être mais puissant, aime avant tout la quiétude de sa terre ; il veut la paix du travail, il a la défiance du dehors, jusque à qualifier parfois d'étranger le compatriote du village voisin ; il entend être libre, il n'admet pas qu'on le violente et dans la formidable poussée de la Révolution, ce qu'il vit d'abord, c'est qu'on le troublait.

Et il put croire que le perturbateur révolutionnaire était un nouvel oppresseur, il fit front contre lui, comme il l'avait fait toujours contre l'envahisseur, sans vouloir s'enquérir des idées qui pouvaient mouvoir à son profit les armées de la Révolution. C'est ainsi qu'ayant à cœur d'abord la liberté, il se lança dans l'aveugle bataille contre les soldats de la liberté. C'est qu'il ne suffit pas de vouloir être libre, si l'on n'est pas capable de discerner d'abord dans la liberté de tous la sûre garantie de la liberté de chacun. L'effort traditionnel de toutes les dominations fut toujours de brouiller les esprits là-dessus.

Le Malentendu d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, comme au temps de l'ancienne guerre civile, c'est la question de la liberté de conscience qui nous est posée. On ose dire que les républicains sont des persécuteurs quand ils ne font rien que de réaliser les conditions de droit par lesquelles doit s'accomplir la libération des esprits. La liberté de conscience est le principe fondamental du parti républicain. Notre gloire est d'affranchir ceux-là même qui nous maudissent. Mais n'est-il pas temps que nous cessions d'être méconnus par ceux-là mêmes de nos concitoyens à qui nous apportons, en dépit d'eux-mêmes, la vie de liberté. C'est pour m'expliquer avec ceux qui nous jugent sans nous comprendre, sans se comprendre eux-mêmes, que je suis venu parmi vous.

J'ai fait mes débuts dans la vie politique, non loin d'ici, au temps du plébiscite impérial, et pour avoir averti mes concitoyens, quand il en était temps encore, de ce qui devait suivre, je fus hué, menacé par des hommes que toujours jusque-là j'avais tenu pour amis.

L'erreur des paysans, ce jour-là, nous a coûté dix milliards et deux provinces, sans parler du sang versé. Il ne faudrait pas que la leçon fût perdue. Puissé-je aujourd'hui être mieux écouté. Je le serai sans doute car nos lois de liberté me permettent de parler plus haut et d'être mieux entendu.

Le Gouvernement au grand jour.

La force des démocraties est dans le gouvernement au grand jour. C'est l'un de nos meilleurs avantages sur nos adversaires que nous n'avons rien à cacher. Point de desseins secrets, point d'entreprises ténébreuses en vue de ces coups de violence auxquels nous avons dû, à trois reprises différentes en l'espace de cent ans, l'invasion étrangère, l'abaissement, la diminution de notre Patrie. La liberté de tout dire que la République seule a pu instituer en France, le gouvernement du pays par lui-même, ne permettent point le retour de ces machinations néfastes, de ces surprises criminelles qui sont le seul espoir des partis de réaction.

Depuis plus de trente-cinq ans, il n'est pas une consultation électorale, alors même qu'occupant le pouvoir, les réactionnaires ont essayé de fausser les urnes, comme au 16 mai, qui n'ait montré le

pays résolu à se détourner de leur voie pour faire confiance au seul parti républicain. De là, leur inexpiable rancune contre la liberté républicaine, au sortir de luttes où leurs défaites ne se comptent plus. De là, pour eux, la nécessité de se présenter aux électeurs sous un masque, de se dire ralliés, de cacher le drapeau de la monarchie sous la bannière de l'église, dans l'espérance non pas de duper jamais la majorité du pays, mais de troubler les esprits, d'inquiéter les consciences pour recourir, l'occasion venue, à quelque coup de surprise contre la volonté de la France. Car ils ne peuvent espérer qu'en la violence. Hier encore, ils nous en ont fait la plus éclatante démonstration à propos des inventaires. Mais pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne tomberons pas dans le piège. Nous maintiendrons la liberté, nous saurons tenir compte à la fois des exigences impérieuses de la liberté commune et des tempéraments, qu'appellent des habitudes de penser qui sont le résultat d'une histoire séculaire et gardent jusque chez l'homme nouveau une puissance avec laquelle l'art du politique est de composer.

La Liberté de Conscience.

Chacun de nous a tôt fait de proclamer qu'il réclame pour lui la pleine liberté de conscience, mais s'il la demande pour lui-même, il met trop souvent beaucoup moins d'ardeur à la réclamer pour les autres. C'est qu'il faut une éducation philosophique profonde et, ce qui est plus rare encore, une parfaite maîtrise de soi-même pour chercher, pour déterminer la limite exacte de son droit et s'y arrêter dans l'intérêt du droit d'autrui. Chacun ne considère que sa propre liberté sans se préoccuper du moment où elle deviendrait tyrannie. Le dogme, principalement, par sa nature même, a la prétention de tout envahir.

En France, comme ailleurs, nous le voyons se plaindre que sa liberté soit insuffisante quand elle vient se heurter à d'autres libertés de penser ou de croire. On nous dresse à admirer Polyeucte dont l'héroïsme s'exerce aux dépens des croyances d'autrui. L'Eglise romaine, à l'exemple du héros de Corneille, s'est ruée pendant assez de siècles à l'assaut de ce qu'elle appelle l'hérésie. Elle a brûlé, elle a massacré, elle a conquis sur la puissance civile les privilèges d'argent, une portion même de la puissance d'Etat, mais nous prétendons, nous, que cette partie de son histoire soit à jamais terminée. Et quoi que lui réserve son évolution ultérieure, le peuple français veut qu'elle s'accomplisse désormais hors de l'arbitraire, hors du privilège, dans la liberté. C'est pourquoi nous avons résolu de lui enlever, malgré ses protestations, le droit de puiser au profit des croyances particulières dans la caisse de tous, dans le budget de l'Etat, c'est-à-dire le privilège de lever une taxe sur l'hérésie.

La Séparation.

Qui ne voit, en effet, que le principe de la liberté de conscience a pour conséquence nécessaire la séparation des Eglises et de l'Etat. Il n'est plus de notre âge de mettre la force sociale de tous, croyants ou incrédules, au service d'une croyance particulière. C'est ce que nous avons voulu faire. C'est ce que nous avons fait. C'est ce que nous maintiendrons.

Seulement, s'il a fallu du temps et d'incessants efforts pour changer la loi, c'est une moindre tâche pourtant que de changer l'état des esprits.

La proclamation, la réalisation du principe de la liberté de conscience impliquent un état d'esprit nouveau. Le dogme, par son essence même, veut posséder l'homme tout entier, le dominer, le régir dans toutes les manifestations de sa vie. La quotidienne pratique de la liberté que le régime de la séparation suppose, implique au contraire, chez les citoyens l'esprit de tolérance dont le dogme s'est efforcé pendant des siècles de le détourner. Nous ne pouvons donc pas être surpris de ne pas rencontrer chez nos adversaires, du jour au lendemain, cette transformation de l'esprit que leur fera, peu à peu, nous en avons l'assurance, le régime bienfaisant de la liberté de conscience. N'épargnons rien pour faire leur éducation de liberté et s'il faut tout dire, pour nous observer nous-mêmes de très près et faire en même temps la nôtre.

La Loi de Séparation.

Notre loi de séparation n'est pas un chef-d'œuvre, je l'ai, pour ma part, assez vivement critiquée. On ne peut nier en tout cas qu'elle n'ait fait, sans compter la part des ménagements, la transition nécessaire. Une loi de séparation absolue succédant, sans transition, à un régime de privilège, aurait fatalement paru à ceux qui ont vécu jusqu'ici sous le régime du privilège, une entreprise contre leurs droits. C'est pour ce motif que la loi a maintenu, pour un temps, à l'Eglise, un certain nombre de ses plus importants privilèges.

Vingt-sept millions sont encore inscrits au budget au compte de l'Eglise romaine qui forment, à cette heure, l'esprit de révolte pour cause, ose-t-elle dire, de persécution. Les édifices du culte ont été gratuitement maintenus à sa disposition. Tels sont les deux principaux traits de « spoliation, de la tyrannie républicaine ». Ce n'est pas tout. Nous avons voulu assurer la loyale transmission des biens d'église aux associations du culte, mais dès les premiers jours, alors qu'on ne pouvait arguer d'aucun droit lésé, alors même que le Gouvernement ne procédait aux inventaires que pour assurer à l'Eglise le plein bénéfice des biens culturels, puisqu'en aucun pays la dévolution des propriétés ne se peut accomplir sans inventaire ; l'esprit de rébellion s'est manifesté follement, sans l'apparence même d'un prétexte, pour le simple plaisir de déchaîner la guerre civile, dernier recours de ceux qui voient tomber de leurs mains, les armes de la raison.

Vous avez vu de malheureux fanatiques en armes attaquer nos soldats, les frappant à coup de crucifix, méconnaissant ainsi le verbe même dont ils se réclament et accomplissant sans remords ce qui devait être à leurs yeux le plus monstrueux sacrilège. Et aujourd'hui même, parce que toujours, dans une large pensée de libéralisme, la loi a réclaté la formation d'associations purement catholiques pour recevoir les biens culturels qu'on ne pouvait remettre à tout venant. Rome refuse de se plier aux conditions de la loi française qui furent, précisément, édictées en sa faveur. Elle se défie d'associations où les fidèles auront leur mot à dire sur la gestion de leurs biens. Elle repousse d'avance les jugements d'un tribunal français parce que l'Eglise n'y a pas participé et qu'elle n'admet dans son troupeau aucun acte, quel qu'il soit, d'indépendance. Et cette même papauté intransigeante envers la République française et les dispositions libérales de sa loi, se soumet après une protestation platonique à la loi rigoureuse, implacablement autoritaire de l'Empire allemand qui légifère sans la participation de Rome, bien entendu, qui donne plus de pouvoirs aux fidèles dans ces associations du culte que la loi française et qui soumet brutalement les évêques et avec eux toute la hiérarchie, aux décisions souveraines de l'autorité civile.

Pourquoi tant de soumission envers un pouvoir protestant qui tend bizarrement à devenir le protecteur de l'Islam et de la catholicité ? Pourquoi tant de révolte contre une puissance de liberté ?

Réaction politique.

C'est que la religion vraiment n'est pas en cause. C'est ainsi qu'apparaît clairement l'arrière-pensée de réaction politique, mal dissimulée, sous des prétextes de religion.

Nous avons toujours vu l'Eglise complice ou instigatrice des gouvernements de réaction.

Toujours elle fut pour les puissants de la terre contre les faibles, malgré le verbalisme de son enseignement. Au 2 décembre comme au 16 mai, nous trouvons toujours sa main dans toutes les entreprises de violence contre la liberté française. Derrière Rome, aujourd'hui comme toujours, nous trouvons l'éternelle ligue de tous les partis de réaction. Ils ont suscité l'absurde rébellion des inventaires dans l'espérance de créer des troubles où la République pourrait sombrer. Ils s'approprient à recommencer en refusant d'organiser les sociétés culturelles, dans l'espoir de déchaîner de nouvelles violences de guerre civile comme au bon temps de la chouannerie.

Ces gens osent nous parler de leur respect pour les décrets de la papauté. Souvenez-vous comment ils ont accueilli les décrets de Léon XIII, leur recommandant d'accepter le régime républicain.

La France et Rome.

Ce n'est plus un mystère que dans sa grande majorité le clergé français était disposé à accepter la loi ; Rome n'a pas voulu. Une commission composée d'Allemands, d'Espagnols, d'Italiens, a décidé pour la France et les évêques français, premières victimes de la tyrannie romaine, se sont soumis sans même avoir trouvé le courage d'élever la plus timide protestation. Rome n'admet pas que les représentants du peuple français seuls se prononcent sur une question de gouvernement français. Conflit, non pas religieux, mais purement politique qui, de notre part, est irréductible.

Nous ne laisserons pas contester à la France son droit de faire ses propres lois en dehors de toute ingérence étrangère.

Pour éviter l'effusion de sang, nous pouvions céder dans la question de l'opportunité des inventaires, puisqu'il ne s'agissait non d'un intérêt public, mais de l'intérêt particulier des révoltes eux-mêmes.

Nous ne pouvons pas céder quand il s'agit des libertés publiques du droit des Français à se gouverner librement. Nous ne reculerons pas. Nous attendons tout de la raison, de la réflexion, mais nous maintiendrons le droit fondamental pour les Français de vivre de leur pleine indépendance. Afin de se préparer des excuses, on déconseille la violence, mais chacun sait qu'on la prépare sournoisement. N'est-ce pas tout le recommencement des premières manifestations qui conduisirent à la guerre de Vendée ? On recommande la politique d'inertie et on prépare les pires violences. Nous

ferons tout pour éviter de recourir aux moyens extrêmes, tout, excepté de renier le principe de la liberté, tout, excepté de renier les droits inaliénables de la conscience humaine, tout, excepté d'imposer une volonté étrangère aux Français. Et la Vendée d'aujourd'hui, comme le reste de la France, comprend que nous défendons le droit fondamental de l'indépendance française, et la Vendée, loin de se révolter comme autrefois, nous apportera spontanément son concours.

Je vois qu'on cherche de part et d'autre à prévoir l'action du gouvernement républicain. Quoi de plus simple ? Rome refuse une loi de privilèges faite à son profit. Elle dit : « Tout ou rien ». Le temps est passé où elle avait tout. Elle devra se contenter aujourd'hui du droit de tout le monde : du régime de la liberté. Nous vous offrons des privilèges. Vous les repoussez superbement. N'en parlons plus. On nous demande de causer, d'entrer en négociations. De négocier avec qui ? Avec une puissance étrangère ? On nous demande de causer de quoi ? Des droits de la loi française ? Il n'y a pas de puissance étrangère sur le sol français. Nous nous cantonnerons dans le droit français, non pour tyranniser, mais pour libérer. Nous saurons résister à toutes les entreprises factieuses, sûrs que le temps et l'évolution de l'esprit humain par la diffusion des connaissances travaillent pour nous. Notre force est dans le droit et dans la volonté résolue de tous les Français de le maintenir.

L'Education de la Liberté.

Notre espoir est dans l'éducation de la démocratie, non pas dans cette éducation qui se propose d'imposer les idées, mais dans l'éducation qui ouvre les intelligences et laisse à la pleine liberté de discussion le soin de faire définitivement la lumière.

Ce n'est pas moi qui voudrait diminuer la grande œuvre des instituteurs des deux sexes qui ont déjà tant fait pour l'éducation populaire et qui, bientôt par nous, seront mis en état de faire mieux encore. Je les en remercie publiquement. Mais je tiens à dire qu'au sens le plus élevé du mot, à toute heure de la vie, chacun de nous peut être et est véritablement un éducateur, s'il est capable de mettre à profit les moyens d'enseignement que met à son service la liberté républicaine.

Au lieu de nous congratuler tous et de chanter victoire à tout propos pour nous reposer avant d'avoir agi, considérons moins ce qui a été fait que ce qui reste à faire et occupons-nous d'organiser en tous lieux la grande et féconde propagande de l'idée. La monarchie exige de tous la soumission irraisonnée, l'inertie. La République veut pour citoyens des hommes d'action.

S'il en est qui ont cru que la loi de séparation mettait fin brusquement à l'état d'esprit qui a créé le régime de privilèges, ils se sont gravement trompés. C'est un nouveau régime qui commence, mais comme je l'ai dit tout-à-l'heure, ce nouveau régime il ne suffit pas de le proclamer, il faut être capable de le vivre, dans l'esprit de tolérance et de droit commun directement contraire à l'esprit de puissance privilégiée qui finit présentement.

C'est à cette grande œuvre que vous pouvez, que vous devez concourir par votre action quotidienne, Républicains qui m'écoutez, c'est à cette noble tâche que je vous convie.

Répandez-vous dans les campagnes, portez-y la grande parole de liberté, montrez au paysan tout ce que la République a fait pour l'affranchir, montrez lui tout ce qu'elle prépare, tout ce qu'elle fera demain pour achever son émancipation, pour l'élever à la dignité suprême d'homme libre, d'homme éclairé. Dites-lui que la liberté se complétera par la justice sociale. Enseignez-lui à ne pas s'effrayer des mots et à ne rien redouter de ce mot de socialisme dont on essaye absurdement de l'effrayer.

Le Socialisme.

Le socialisme n'est pas un dogme qui puisse, par la vertu d'une formule, changer les conditions de la vie humaine. Il sera, ce que voudrons les paysans de France qui sont la majorité des Français. Il sera la justice sociale en action dans la mesure où les réformes proposées s'adapteront à l'état d'esprit, aux besoins permanents des populations de nos villes et de nos campagnes.

Qu'on ne se laisse donc pas affoler par des généralisations hâtives, par des actes de violence tout aussitôt réprimés. La question sociale est posée dans tous les pays du monde et nous ne voyons pas que l'autocratie soit en voie de la résoudre plus aisément que les gouvernements de liberté.

Les Français, maîtres d'eux-mêmes, sauront faire leur propre destinée.

A l'Action.

La République n'est rien qu'un instrument d'émancipation, de justification, un instrument d'évolution par l'éducation de tous.

Servez-vous du bon outil, organisez-vous pour la conquête des intelligences, exercez-vous dans vos conseils locaux et régionaux au maniement des affaires publiques, grâce auquel vous pourrez exercer

votre action, avec plus de discernement sur les hommes qui auront la charge de vous représenter dans les assemblées de la Nation.

Organisez-vous, rencontrez-vous, délibérez, unissez-vous pour l'action dans l'intérêt de la Patrie et de la République. Montrez-vous hommes d'action à toute heure, car il n'y a pas de patrie, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de justice, pour l'homme résigné, pour l'homme éternellement soumis.

Soyez tolérants, mais résolus dans la défense des libertés publiques. Recherchez la bonté, la justice dans tous les domaines, et, pour avoir le droit d'avoir raison, soyez forts, forts pour la défense de votre droit, forts pour la défense du droit de tous dans une patrie d'humanité généreuse, selon les traditions de notre race dont il nous plaît de nous enorgueillir.

Georges Clemenceau, ministre de l'intérieur, discours à La Roche-sur-Yon, le 30 septembre 1906.